

*Les crédits*

Le gouvernement provincial a réduit à néant les incitatifs à la création d'emplois prévus par le gouvernement fédéral dans son budget de 1992 et en fait, il a pris une mesure qui allait tout à fait à l'encontre des intentions du gouvernement fédéral et de sa politique financière visant à créer davantage d'emplois et à relancer l'économie.

Tout ceci montre bien à quel point il est important d'agir d'un commun accord aux niveaux fédéral, provincial, territorial et municipal. Comme le ministre des Finances l'a signalé dans son budget, il est essentiel que les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral unissent leurs efforts. Nous devons élaborer ensemble une stratégie commune de relance de l'économie afin que les mesures prises aux divers niveaux n'aillent pas à l'encontre les unes des autres.

J'ai été heureux de voir cela dans le budget. Je suis persuadé que lorsque nous nous réunirons, nous serons en mesure d'élaborer une stratégie commune. Tous les candidats à la direction de notre parti, et notamment le whip en chef du gouvernement, réclament une réunion de ce genre. Je suis persuadé qu'il souscrira à cette initiative de la part du ministre des Finances qui souhaite réunir les ministres des Finances des provinces et des territoires afin que nous puissions établir une stratégie commune de façon à ne plus nous mettre des bâtons dans les roues les uns les autres.

Dans ce budget, le ministre des Finances a déclaré également que les Canadiens souhaitaient que le gouvernement emprunte moins et il a tout à fait raison là-dessus. Les Canadiens attendent impatiemment le jour où nous allons cesser d'emprunter et où nous n'aurons plus à emprunter pour payer l'intérêt sur la dette nationale. En fait, ils attendent le jour où nous allons commencer à rembourser cette dette.

Pour ma part, je crois fermement que les Canadiens comprennent que nous avons maintenant un excédent de fonctionnement, que nos recettes sont supérieures à nos dépenses au titre des programmes et ce, depuis 1985.

Je pense également que les Canadiens comprennent que la croissance de la dette nationale depuis 1985 est entièrement attribuable à l'intérêt composé sur la dette dont nous avons hérité en 1984 en accédant au pouvoir.

Les Canadiens le comprennent, mais ils trouvent que ce n'est pas assez. Comme vous le savez, de même que le député qui essaie de déclencher un tumulte dans cette

enceinte, les Canadiens veulent en fait que nous commencions à rembourser la dette nationale. Ils souhaitent qu'elle commence à baisser.

Ils ne se contentent plus de belles paroles, de promesses et de prévisions. En fait, les Canadiens attendent des résultats concrets et c'est ce que le ministre des Finances souhaite obtenir également. C'est ce que nous voulons, à l'instar de tous les Canadiens.

• (1225)

Bien que les Canadiens comprennent cela et bien que nous sachions que c'est ce qu'ils veulent, vous savez comme nous qu'on n'y parvient pas simplement en faisant claquer ses doigts ou en présentant un exposé budgétaire. En fait, c'est bien plus facile à dire qu'à faire. Vous et moi, monsieur le Président, comme de nombreux députés, siégeons à la Chambre depuis neuf ans ou plus et nous avons pu constater à quel point il était difficile de comprimer les dépenses sans augmenter les impôts, d'atteindre la racine du problème, d'éliminer le déficit et de commencer à rembourser la dette.

J'aimerais que ce soit simple. Mais je suis ici depuis neuf ans et au moins une fois au cours de chacune de ces années j'ai vu le ministre des Finances prendre la parole à la Chambre pour annoncer des compressions de dépenses très importantes. Depuis que je suis ici, depuis neuf ans donc, chaque budget et chaque exposé économique présenté à la Chambre contenait de considérables réductions des dépenses.

Toutefois, à chaque fois, nos amis néo-démocrates de l'opposition se sont opposés à chacune des mesures de compression des dépenses tout en se plaignant de l'ampleur du déficit et de l'importance de la dette nationale. Et si l'on examinait les relevés des votes qui ont eu lieu à la Chambre depuis neuf ans, on pourrait voir que le NPD n'a jamais appuyé une seule réduction de dépenses présentée à la Chambre.

De même, au cours des neuf dernières années, depuis que je siége à la Chambre, les ministres des Finances ont proposé des réductions de dépenses et chaque année, l'opposition officielle, le Parti libéral, s'est opposée à chacune des compressions proposées. Je suis resté estomaqué de voir les libéraux de l'opposition officielle voter contre chacune des compressions de dépenses proposées et mises en oeuvre par le gouvernement au cours des neuf dernières années. Je répète qu'un simple coup d'oeil aux relevés des votes suffirait à le confirmer.